



# Maroc :

LE ROI APPELLE L'OCCIDENT  
À L'OBJECTIVISME

**commentaire**

commentaires et opinions

5/2014

[www.csm.org.pl](http://www.csm.org.pl)



CENTRE  
DES RELATIONS  
INTERNATIONALES

# MAROC :

## le Roi appelle l'Occident à l'objectivisme

### commentaire

commentaires et opinions



#### **Małgorzata Bonikowska,**

diplômée de l'Université de Varsovie, de la Sorbonne et de l'Université Columbia à New York, est spécialiste en relations internationales et en communication sociale. Avant l'adhésion de la Pologne à l'UE, elle était la directrice du Centre d'information européenne. Elle a dirigé le Programme d'information et de communication de la Commission européenne en Pologne et en Bulgarie et a participé à des projets de l'UE en Europe et en Asie.

Dans son intervention faite lors de la 69<sup>ème</sup> session des Nations-Unies en septembre dernier, le Roi du Maroc a appelé à apprécier les pays en voie de développement avec l'objectivisme et à tenir compte de leurs possibilités réelles de développement notamment dans le contexte de leurs charges du passé colonial. *Les Etats coloniaux portent une responsabilité historique pour la situation difficile, parfois dramatique, que vivent certains Etats du Sud, surtout en Afrique. Aujourd'hui, après tous ces effets pervers, ces Etats n'ont pas le droit d'exiger des pays du Sud, un changement radical et rapide selon un schéma étranger à leurs cultures, leurs principes et leurs atouts propres, comme si le développement ne pouvait se réaliser qu'à l'aune d'un modèle unique.*

Ces paroles puissantes ne devraient pas inquiéter les Occidentaux mais plutôt les inciter à la réflexion. D'autant plus que le

Maroc est justement le pays le plus stable du voisinage méridional de l'UE, il bénéficie du statut de « partenaire privilégié » dans le cadre du statut avancé et, depuis quelques années, il met en place des réformes dans la direction voulue par l'Europe notamment sur le plan de la bonne gouvernance de l'Etat et du respect des droits de l'homme.

#### Un exemple marocain

Le nouveau code de la presse, qui sera adopté prochainement au Maroc, prévoit des améliorations du travail dans le domaine des médias, insistant particulièrement sur l'article prévoyant la suppression de toute peine privative de la liberté pour les journalistes. La réforme de la justice militaire permet aux civils de ne plus comparaître devant un tribunal militaire quelque soit le crime commis. Une nouvelle politique de migration, qui a été adoptée en 2013, a introduit la réguli-

**MAROC : LE ROI DU MAROC APPELLE L'OCCIDENT À L'OBJECTIVISME EN MATIÈRE DE POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT | dr. Małgorzata Bonikowska**

2

sation près de 40.000 étrangers en majorité des subsahariens en situation irrégulière au Maroc. Ces réformes viennent s'ajouter à celle concernant le code de la famille qui étend considérablement les droits des femmes.

Ces étapes sur la voie du renforcement de la démocratie ont été notées en Pologne. Selon Mme Maria Leissener, secrétaire générale de la Communauté des Démocraties (CD),<sup>1</sup> dont le siège est basé à Varsovie, le Maroc est un pays membre "apprécié" et "respecté" eu égard aux efforts accomplis sur la voie du renforcement du processus démocratique. La CD apprécie également la coopération entre le gouvernement et la société civile pour promouvoir la démocratie et a "de nombreuses bonnes pratiques à partager avec d'autres démocraties".

Le Maroc est le seul pays maghrébin et arabe à adhérer à la CD depuis 2005. Et le Roi souligne que les transformations qui s'opèrent dans son pays sont durables, toutefois, il appelle au respect des conditions spécifiques dont dépend le développement des pays du Sud. *Chaque pays a un parcours qui lui est propre, selon son évolution historique, son patrimoine civilisationnel et ses ressources humaines et naturelles, outre ses particularités politiques et ses choix économiques, ainsi que les écueils et les défis qu'il vient à affronter.* Cependant, les modèles

de développement équilibré sont assortis à la taille des pays développés, ancrés dans un milieu culturel concret. Dans d'autres régions du monde qui sont différemment conditionnées, la mise en place de ces modèles doit être appliquée de la façon compréhensible et acceptable pour les sociétés locales. Sinon, ils restent voués à l'échec.

Un des plus grands défis devant les pays du Sud consiste au changement de la mentalité de l'administration et de la culture de gouvernance du pays. Les réformes marocaines sont un exemple de réussite à cet égard. A la lumière d'un récent ranking effectué par la Démocratie Arabe (Arabe Democracy Index, 2012) pour comparer la mise en œuvre de la loi à la pratique appliquée et pour mesurer le degré d'avancement des pays arabes (dont le Maroc) sur le plan des transformations démocratiques, le Maroc bien qu'il augmente le nombre des instruments (juridiques et institutionnelles) introduits dans les domaines tels que la lutte contre la corruption et le renforcement des institutions d'Etat (ayant obtenu 915 points sur 1000 points possibles au ranking), mais devrait consolider ces instruments en pratique de masse et renforcer le processus par plus grande implication de la société civile dans la vie politique du pays qui se positionne en interlocuteur actif et participatif.

<sup>1</sup> La Communauté des Démocraties vu le jour en 2000. C'est une organisation intergouvernementale de pays démocratiques ou en transition démocratique ayant pour but commun de renforcer et de promouvoir la démocratie et sa mise en application à travers le monde.

### Conclusions pour L'Europe

De nombreux changements attendent certainement l'Union européenne sur le plan des relations extérieures, telle la mise en place d'une nouvelle approche envers ses voisins du Sud. *Les Etats occidentaux et les institutions qui en dépendent ne savent que donner des leçons, à profusion, et dans le meilleur des cas prodiguer quelques conseils. Quant au soutien qu'ils concèdent, il est très faible et systématiquement soumis à conditions* – constate le roi du Maroc. Il semble donc, que l'Occident devrait prononcer ses jugements avec plus de prudence et élaborer des modèles de coopération avec ses voisins, susceptibles de compléter les formes d'influence exercées à ce jour.

Le Maroc, le pays le plus stable du Sud européen, pourrait être un champ où les nouvelles approches seraient testées, car il se place dans l'avant-garde des changements et l'attitude et l'exemple du Roi témoignent de la volonté d'appliquer les transformations de manière durable. Aussi, le Maroc n'est-il pas

uniquement lié sur le plan économique et culturel avec l'Europe, mais il s'engage activement à la promotion de la coopération sur le continent africain en assumant le rôle de liaison entre le Maghreb et l'Afrique Subsaharienne particulièrement dans le contexte actuel caractérisé par les défis sécuritaires, la pression migratoire et la persistance d'une instabilité politique dans plusieurs pays.

On a besoin à l'évidence, d'une nouvelle réflexion sur le développement durable dans le respect des spécificités des pays en développement dans le cadre d'une véritable coopération au développement. Si l'Europe veut les soutenir dans leur évolution graduelle vers le progrès elle doit mettre en place une politique de voisinage de manière plus vaste et plus intégrée et mieux adaptée aux réalités locales.

**Małgorzata Bonikowska,**  
President, Centre des relations  
internationales, Varsovie, Pologne  
bonikowska@csm.org.pl

Le Centre des relations internationales, établi en 1996, est un centre analytique non gouvernemental indépendant, concentré sur la politique étrangère polonaise et les grands enjeux de la politique internationale. Le Centre agit dans les domaines de la recherche, l'éducation et la publication, organise des conférences et des rencontres, et participe dans des projets internationaux en collaboration avec d'autres organismes semblables de divers pays. Le Centre crée un forum de débat et d'échange d'idées portant sur la politique étrangère, les relations entre les états et les défis du monde global. Les activités du Centre sont adressées surtout aux gouvernements locaux et aux entrepreneurs, ainsi qu'à l'administration centrale, les politiciens, les diplomates, les politologues et les médias. En 2009 le Centre a été reconnu comme étant un des meilleurs think-tanks d'Europe centrale et orientale dans l'étude *The Leading Public Policy Research Organizations in the World* menée par l'Université de Pennsylvanie.

